REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 20 au 26 avril 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé animale.....2
-Fièvre aphteuse: les éleveurs rodriguais dans l'attente
1.2 Prix Indianocéanie.....4
-Le Prix Indianocéanie 2021 : une 3ème édition 100% numérique
1.3 Cable METISS.....5
-Le câble METISS est opérationnel

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....6
- Préservation de la biodiversité…..
- Now age 20, Seychelles' Island Conservation Society trying to tackle pollution, poaching, climate change
2.2 Tourisme.....8
-Président : Nouveaux complexes hôteliers et retour des vols internationaux signes positifs de stabilité aux Seychelles
2.3 Economie…. 9
-Accords de libre-échange : Le secteur privé en appelle au soutien du GM
2.4 Changement climatique.....11
-Lutte contre le changement climatique….

Fièvre aphteuse: les éleveurs rodriguais dans l'attente

Par Patrick St Pierre



Malgré la fièvre aphteuse qui affecte le cheptel rodriguais, des bœufs sains d'Afrique du Sud arrivent à Maurice.

Ils craignent pour leur avenir. Des éleveurs de Rodrigues vivent dans l'angoisse. Ne pouvant plus exporter d'animaux en raison de l'embargo imposé par le ministère de l'Agro-industrie après la confirmation que la maladie de la fièvre aphteuse sévit à Rodrigues, beaucoup d'entre eux entament une période de vaches maigres. Ils ne comptaient que sur l'exportation comme source de revenus.

Depuis que Port-Louis n'autorise plus l'entrée à Maurice d'animaux en provenance de Rodrigues, les éleveurs de l'île ont réclamé une compensation financière. Mais rien de concret ne leur a été annoncé, disent-ils. Jurgenson Carpenen, éleveur dans le nord de l'île, aurait tant aimé avoir un soutien financier. *«Nous ne savons pas si nous aurons une aide prochainement. Quelques-uns en ont parlé, mais il n'y a rien de concret encore. Nous patientons»*, déclare cet éleveur.

Nous apprenons, d'ailleurs, que des éleveurs songent à une manifestation dans les rues de Port-Mauthurin prochainement si le gouvernement régional de Rodrigues ne leur donne pas la garantie qu'ils seront compensés. Comme un malheur ne vient jamais seul, le service vétérinaire de la commission de l'Agriculture doit abattre une centaine d'animaux contaminés. Cet exercice met davantage les éleveurs dans une situation d'angoisse. Beaucoup d'entre eux n'ont pas encore surmonté la catastrophe de 2016 quand la fièvre aphteuse avait tué 2 118 animaux alors que les soldats de la *Special Mobile Force* avaient été sollicités pour abattre 3 200 bêtes dans l'île.

Jurgenson Carpensen s'en souvient encore. *«J'avais perdu 35 bœufs et 75 moutons. On m'avait compensé pour ces pertes, mais ce n'était pas suffisant. Je n'ai pas pu refaire mon cheptel même si cinq années se sont écoulées»*, dit-il. Désormais, il n'a que quatre bœufs et une centaine de moutons qui étaient sur le point d'être embarqués pour Maurice.

Nous avons essayé, en vain, d'avoir le commissaire de l'Agriculture, Richard Payendee. Cependant, sa commission avec l'aide du ministère de l'Agro-industrie a commandé 250 000 vaccins. Le gouvernement central a aussi sollicité l'aide de la Commission de l'océan Indien. À Rodrigues, il est interdit de laisser les animaux en liberté.
Par ailleurs, un ancien fonctionnaire affirme que cette vague de fièvre aphteuse ne serait pas arrivée si les recommandations faites dans le rapport du *fact-finding committee* institué après la contamination de 2016 avaient été respectées. Auparavant, dit-il, il y a eu pratiquement les mêmes recommandations dans d'autres rapports. *«Il fallait couler du béton sur les fosses communes où les animaux morts par contamination ont été enterrés. Il fallait aussi clôturer le terrain pour empêcher que d'autres animaux s'y aventurent.»*

Pour en savoir plus :

- https://www.wazaa.mu/fr/fievre-aphteuse-a-rodrigues---achat-de-vaccins-par-l-intermediaire-de-la-coi
- https://www.lexpress.mu/article/391945/fievre-aphteuse-une-centaine-betes-abattues-pour-preserver-cheptel-rodriguais
- https://inside.news/2021/04/16/richard-payendee-les-eleveurs-rodriguais-contre-labattage-par-arme-a-feu-des-animaux-infectes/

Le Prix Indianocéanie 2021 : une 3ème édition 100% numérique



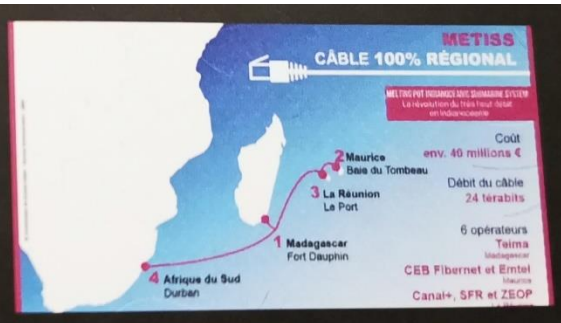
Le prix Indianocéanie 2021 : une 3e édition 100% numérique
Pour cette 3ème édition, la Commission de l'Océan Indien a pu compter sur le soutien renouvelé de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et son Bureau régional océan Indien, ainsi que celui du Département de La Réunion depuis 2018. **Suite de l'article**

Plus d'information :

- https://www.lequotidien.re/collectivites/departement-de-la-reunion/a-la-une-departement-de-la-reunion/le-prix-indianoceanie-2021-une-3eme-edition-100-numerique/#:~:text=Le%20Prix%20Indianoc%C3%A9anie%202021%20%3A%20une%203%C3%A8me%20%C3%A9dition%20100%25%20num%C3%A9rique,-Par&text=Pour%20cette%203%C3%A8me%20%C3%A9dition,de%20La%20R%C3%A9union%20depuis%202018.
- https://www.ipreunion.com/le-tampon-actualites/reportage/2021/04/23/-appel-a-la-candidature-prix-indianoceanie-une-3eme-edition-100-numerique,134185.html

Le câble METISS est opérationnel

Bonne nouvelle pour l'Océan Indien ! L'Indianocéanie a maintenant accès au très haut débit. Le câble numérique METISS est opérationnel. Il relie Madagascar, Maurice et La Réunion à l'Afrique du Sud. METISS, qui signifie MEltingpoT Indianoceanic Submarine System, est né de la volonté d'une révolution numérique pour la région. En proposant un câble très haut débit et 100% régional, est garanti un accès à Internet sécurisé et plus rapide. Le résultat ? une vraie démocratisation de l'accès à l'Internet haut débit. METISS, c'est



plus qu'une infrastructure : c'est un véritable outil pour le développement. Et chose inédite, c'est une action de coopération concrète, pour le développement, avec des opérateurs privés, parmi lesquels : EMTEL, CEB FIBERNET, TELMA, SRR, CANAL+ TELECOM et ZEOP.

Préservation de la biodiversité: 700.000 euros de subvention en faveur de quatre Organisations

Par Les Nouvelles sur 26/04/2021



Quatre organisations œuvrant dans la préservation de l'environnement à Madagascar ont bénéficié d'une subvention de 684.461 euros afin de répondre aux besoins de conservation de la biodiversité malagasy, a annoncé l'Union européenne samedi, lors de la célébration internationale de la journée de la Terre. Les projets soutenus par ces subventions sont essentiellement axés sur l'engagement avec les communautés locales vivant à proximité des aires protégées, dans l'objectif de garantir une utilisation durable des ressources naturelles et la protection de zones.

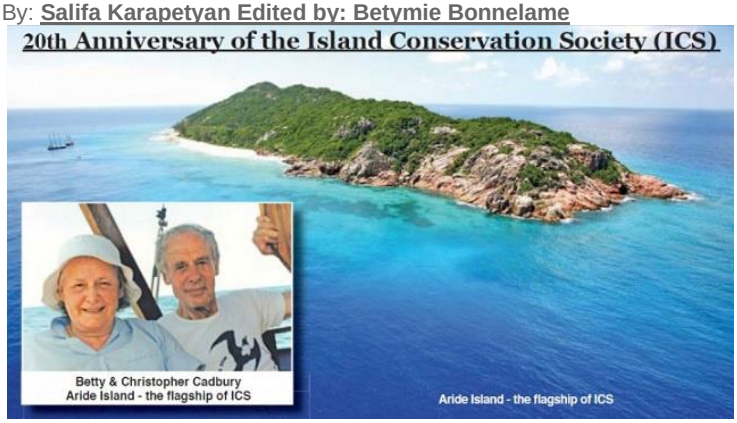
Au titre des organisations bénéficiaires, deux subventions d'intervention rapide soutiennent le Jardin botanique du Missouri. Ce dernier va travailler dans trois zones de forêts, notamment la forêt de Makirovana-Tsihomanaomby au Nord-est de Madagascar, la forêt d'Ankarabolava Agnakatrika dans le Sud-est, ainsi qu'une autre aire protégée côtière afin d'atténuer les impacts du Covid-19.

La Société zoologique d'Omaha travaille dans quatre sites forestiers, en l'occurrence à Kianjavato, Torotorofotsy, la montagne des Français et Mahafaly Lavavolo. La subvention obtenue vise notamment à protéger ces sites grâce à des patrouilles communautaires, et à soutenir la maintenance de pépinières de reboisement et des activités de reboisement. En outre, cette société se charge du suivi des espèces clés comme les lémuriens et les tortues terrestres, pour surveiller leurs populations et habitats.

Enfin, Madagasikara Voakajy a reçu une subvention technique afin de mettre à jour le plan de gestion de la réserve de Mangabe, et améliorer les infrastructures, l'équipement et les installations de la réserve.

Now age 20, Seychelles' Island Conservation Society trying to tackle pollution, poaching, climate change

By: Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame



The Island Conservation Society was created in 2001 and started out with Aride island which is now its flagship. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - The **Island Conservation Society** (ICS) is playing a major role in the sustainable development of islands of Seychelles. Mandated to promote the conservation and restoration of island ecosystems of Seychelles, the society creates awareness about the vulnerability of species found on the islands and the vital importance they have to the planet's biodiversity.

Founded in 2001, ICS today runs conservation centres on four islands across Seychelles and also managing Aride island Special Reserve. As it celebrates its 20th anniversary, SNA spoke to deputy chief executive Shane Emilie to learn more about ICS.

SNA: What is ICS and what inspired its formation?

SE: In late 2000, a small group of people met to discuss the absence of biodiversity conservation in the outer islands of Seychelles. After several discussions, ICS was formed as a non-governmental organisation on 10th April 2001. It was created by its founders as a vehicle for their involvement in biodiversity conservation. The founding trustees were Adrian Skerrett, Glenny Savy, Gerard Rocamora and Rolph Payet. Shortly after, a Board of Trustees was formed consisting of a dozen personalities with an interest in nature conservation

In 2003, ICS began managing the Aride island. During that same year, ICS entered into an agreement with the Islands Development Company (IDC) whereby ICS was officially appointed as the ecological advisor of IDC. Four years later, ICS opened its first conservation centre on Alphonse. One year later, a conversation centre was established on Desroches and in 2011 another conservation centre was set up on Silhouette and another on Farquhar in 2014.

Aride island was declared a **special reserve** in 1975 and is the flagship island of ICS. We have an island an island manager who oversees the management of the island supported by a team of conservation who does regular monitoring, collection of data, rehabilitation and restoration work on the island. **Suite de l'article**

Président : Nouveaux complexes hôteliers et retour des vols internationaux signes positifs de stabilité aux Seychelles

By: **Sharon Ernesta et Traduit par Rudie Bastienne**



M. Ramkalawan s'exprimait lors de l'ouverture de l'Eco resort Club Med sur l'île de Ste Anne mercredi. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - L'industrie du tourisme aux Seychelles semble être sur une voie positive pour la reprise, apportant un sentiment de stabilité au pays au milieu de la pandémie mondiale de **COVID-19**, a déclaré le président des Seychelles **Wavel Ramkalawan** avec le retour de plusieurs compagnies aériennes et de l'ouverture de nouveaux hôtels sur la nation insulaire.

Le président Ramkalawan a pris la parole un mois après que le pays a rouvert ses frontières aux visiteurs, relançant l'industrie du tourisme.

« Depuis le 25 mars, plusieurs compagnies aériennes ont repris des vols réguliers avec des taux d'occupation très élevés. La récente confirmation des vols de Turkish Airlines et d'Aeroflot est un signe de confiance renouvelée. Air Seychelles a été contactée pour effectuer un vol vers l'Ouzbékistan pour un vol spécial. Pour l'instant, nous nous dirigeons vers la positivité », a déclaré le président.

Air France devrait revenir plus tard cette année, a déclaré le président, ajoutant qu'il ne serait pas surpris si British Airways reprenait ses vols vers les îles à l'ouverture du Royaume-Uni.

M. Ramkalawan a ajouté : "Nous avons réussi à faire baisser le prix du dollar et nous faisons de notre mieux pour stabiliser le pays. Il existe plusieurs autres projets hôteliers et nous sommes optimistes pour l'avenir."

Le chef de l'Etat s'est entretenu mercredi avec des journalistes lors de l'ouverture de l'Eco resort **Club Med** sur l'île Ste Anne. Un autre hôtel qui ouvrira cette année est le Hilton Mango House Seychelles. La construction d'un nouveau complexe hôtelier vient également de démarrer à Anse La Mouche sur l'île principale de Mahé. Sur l'île extérieure de Fregate, le Fregate Private Resort est également en cours de rénovation.

Suite de l'article

Accords de libre-échange : Le secteur privé en appelle au soutien du GM



Un comité de haut niveau présidé par le ministre du Développement industriel, Sunil Bholah, et réunissant les acteurs du secteur privé, s'est tenu jeudi. Lors des discussions entre les deux parties sur les accords de libre-échange entre Maurice et l'Inde, la Chine et l'Afrique, le secteur privé a fait entendre sa voix en demandant le soutien du gouvernement pour prendre avantage de ces accords. Le secteur privé était composé de la Mauritius Chamber and Industry et de la Mauritius Exports Association. L'Economic Development Board, Business Mauritius et des représentants de la Mauritius Revenue Authority et du ministère des Affaires étrangères étaient aussi présents.

Cette rencontre de haut niveau a donné l'occasion au secteur privé de souligner l'importance de l'harmonisation des standards et des normes afin de faciliter l'exportation des produits par les industriels locaux. La fabrication de produits haut de gamme et de valeur ajoutée, le renforcement des compétences, la mise en place d'une bonne intelligence économique et le partage des connaissances, en sus d'attirer les investissements directs étrangers, selon le secteur privé, permettra aux opérateurs de prendre avantage de ces accords. « Les accords signés avec l'Inde, la Chine et l'Afrique présentent des opportunités pour les opérateurs. Les accords commerciaux signés représentent 70% de parts du marché que Maurice pourra avoir dans les temps à venir. C'est un gros travail à abattre », a soutenu le secrétaire général de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry, Yousouf Ismael, lors de cette rencontre.

Suite de l'article

Filière bovine : La Coopérative Madaomby soutient les réformes



Figurant parmi les acteurs incontournables de la filière bovine, la coopérative Madaomby a aussi son mot à dire concernant le projet de mise en place du nouveau système d'identification et de traçabilité du bétail à Madagascar. Ce projet, rappelons-le, a fait l'objet d'une série de rencontres entre les acteurs de la filière. Après le dialogue interministériel, qui avait pour but l'implication de tous les acteurs publics, le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) a enchaîné avec une table ronde des acteurs privés de la filière bovine qui s'est tenue mardi dernier. Une dizaine d'acteurs majeurs de la filière ont participé à cette réunion, incluant les abattoirs, les coopératives, et les vétérinaires privés. L'objectif était d'identifier les préoccupations et les priorités communes pour ces opérateurs ainsi que de proposer des pistes de réflexion dans le but d'améliorer l'avenir de la filière et d'assurer sa pérennité. Tahiry Sambehafa, président du Conseil d'Administration de Madaomby se réjouit de cette initiative. *« C'est une étape importante, qui nous a permis d'insister sur la nécessité de mettre en œuvre ce projet d'identification et de traçabilité qui suit les standards internationaux »,* a-t-il déclaré. Et d'ajouter *« Nous avons déjà accusé beaucoup de retard par rapport aux autres pays. Il est temps que nous entrions dans l'informatisation de notre base de données et nous soutenons cette réforme ».* Notons que la Société Financière Internationale, du groupe de la Banque Mondiale a joué le rôle de facilitateur de ce dialogue fructueux. L'intervention de ce partenaire technique et financier a permis aux participants de s'exprimer et d'aborder des thèmes beaucoup plus larges touchant la filière. L'alimentation animale, le suivi sanitaire des cheptels, la vaccination, la gestion de l'eau et des ressources de manière durable, la préservation et l'amélioration des races bovines ont été soulevées. L'objectif de tous étant de parvenir rapidement à la levée de l'interdiction d'exportation.

R.Edmond.

Lutte contre le Changement Climatique: Capitalisation du programme AMCC-Comores

26/04/2021 Mmagaza



©: HZK-LGDC

Différentes parties prenantes du projet de l'Alliance mondial contre le Changement Climatique (Amcc) au niveau des Comores, projet qui a pris fin en 2019, ont été conviées à une réunion au siège de Comores'Lab à Maluzini e vendredi 23 avril dernier en présentiel et visioconférence.

Il a été rappelé que le projet a obtenu des résultats significatifs notamment des études sur l'impact du changement climatique sur les transports, l'agriculture et la pèche, des images aériennes numériques hautes définitions des îles, des cartes sur les risques de catastrophes, des formations et des outils pour l'intégration du CC dans les politiques sectorielles, des supports pédagogiques pour la sensibilisation des élèves, des Bandes dessinées et des Vidéos pour la sensibilisation du grand public et aussi le financement des projets pilotes d'adaptation de résilience dans les communautés. La question relative au déboisement de nos forêts et la protection de nos ressources en eau a été aussi discutée par les participants.

Le Secrétaire général n'a pas manqué de saluer l'appui de l'UE à notre pays dans des multiples domaines et a précisé que le gouvernent a une approche systémique de l'environnement. Aussi, il a appelé l'ensemble des partenaires et des parties prenantes à prendre en compte cet aspect qui permet d'avoir une vue d'ensemble de notre problématique de développement.

Suite de l'article